

MINISTERE DE L'INTERIEUR

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU L'arrêté préfectoral du 1 juillet 1996 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU le récépissé de changement d'exploitant du 2 septembre 1992 délivré à Madame Françoise LOTOUT pour l'exploitation à SAINT NICOLAS DU PELEM d'un élevage de 35 000 volailles ;
- VU la demande présentée par l'EARL du POINT du JOUR demeurant à SAINT NICOLAS DU PELEM, au lieu-dit « Kerberthou » en vue de la reprise et de la régularisation de la situation administrative au bourg de KERPERT, d'un élevage, qui compte à ce jour 50 000 animaux équivalents (poulettes), Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de KERPERT (du 9 octobre 1996), de SAINT GILLES PLIGEAUX (du 8 octobre 1996), de SAINT NICOLAS DU PELEM (du 18 novembre 1996) et de CANIHUEL (du 4 octobre 1996) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, de l'Equipement, émis respectivement les 27 décembre 1996, 26 septembre 1996, 20 septembre 1996 et 11 octobre 1996 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 10 février 1997 prorogeant le délai d'instruction du dossier susvisé pour une période de trois mois ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 11 mars 1997 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 25 avril 1997 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

L'EARL du POINT du JOUR demeurant à SAINT NICOLAS DU PELEM au lieu-dit « Kerberthou » est autorisée à exploiter au bourg de KERPERT (section B4 N°s 593,595,596,597 et 598), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 50 000 animaux équivalents (poulettes) de plus d'un mois en présence simultanée à savoir :

- élevage régularisé.....50 000 Animaux Equivalents (poulettes)

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

1°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2°) **Prescriptions spéciales** :

- Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

- L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

- L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour le feu sec d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

- Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19/01/1977.

- Compte-tenu de l'importance des bâtiments d'exploitation (+ 2000 m²), il convient d'installer, à moins de 200 mètres de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé un poteau d'incendie de 100m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³, conformément à la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de KERPERT pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'EARL du POINT du JOUR.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'EARL du POINT du JOUR dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le récépissé en date du 2 septembre 1992 délivré à Madame LOTOUT pour l'exploitation d'un élevage de 35 000 poulettes est abrogé.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP
Le Maire de KERPERT
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'EARL du POINT du JOUR pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT NICOLAS du PELEM, SAINT GILLES PLIGEAUX et CANIHUEL pour information.

SAINT-BRIEUC, le 3 NOV. 1997

LE PREFET,
Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

*Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau*

Christian RAYMOND

Signé : Jean-François PAGES